

I. Les opérations en compte/Verrichtingen met rekening

1.1. LE COMPTE – DE REKENING

1. COUR D'APPEL DE BRUXELLES 9 FÉVRIER 2007

BANQUE ET CRÉDIT

Opérations bancaires – Compte en banque – Anatocisme – Crédit sauf bonne fin

Le compte est une technique propre au droit commercial et soumise à des règles coutumières; la capitalisation des intérêts sort du champ d'application de l'article 1154 du Code civil, lorsqu'elle est la conséquence de la matérialisation des opérations réciproques des parties dans un compte et non le but essentiel du contrat. Ainsi comprise, l'inapplicabilité de l'article 1154 doit être étendue à tous les comptes en banque.

EFFETS DE COMMERCE

Chèque – Encaissement – Faute de la banque

Il ne peut être reproché à une banque d'accepter un chèque d'un pays éloigné tiré sur une banque dont elle ne connaît pas l'existence (et qui s'avèrera inexistante), lorsque ce chèque a toutes les apparences d'un chèque régulier.

BANK- EN KREDIETWEZEN

Bankverrichtingen – Bankrekening – Anatocisme – Krediet onder voorbehoud van goede afloop

De rekening is een techniek eigen aan het handelsrecht en onderworpen aan gewoonterechtelijke regelen. De kapitalisatie van interesten valt buiten het toepassingsgebied van artikel 1154 van het Burgerlijk Wetboek wanneer zij het gevolg is van de veruitwendiging van de wederzijdse verrichtingen van partijen in een rekening, en niet het voornaamste doel van de overeenkomst vormt. Aldus begrepen moet de niet-toepasselijkheid van artikel 1154 uitgebreid worden tot alle bankrekeningen.

WAARDEPAPIEREN

Cheque – Incasso – Aansprakelijkheid van de bank

Een bank kan niet verweten worden een cheque ter incasso te hebben aanvaard, wanneer deze cheque in een ver verwijderd land werd getrokken op een bank waarvan zij het bestaan niet kent (en die niet bestaat), zo het er alle schijn van heeft dat het om een regelmatige cheque gaat.

Brenort – Vandenhoute/SA CBC Banque

Siég.: M. Regout, H. Mackelbert et Y. Demanche (conseillers)

Pl.: Mes J.-P. Buyle et I. Heenen loco P. Van Ommeslaghe

I. Décision attaquée

L'appel est dirigé contre le jugement prononcé contradictoirement le 21 février 1994 par le tribunal de première instance de Bruxelles.

Les parties ne produisent pas d'acte de signification de ce jugement.

(...)

III. Faits et antécédents de la procédure

1. En février et juillet 1981, Jean-Pierre Flament a acheté à Jacques Smits un fonds de commerce de services de prêts, financements et assurances et de ventes de biens immeubles et commerces ainsi que l'immeuble dans lequel s'exerçait ce commerce.

(...)

Le 21 août 1981, Jean-Pierre Flament a ouvert deux comptes auprès de CBC, sous les numéros 199-5114520-80 et 199-5114511-81.

4. Les 22 mars et 7 avril 1982, Jean-Pierre Flament a déposé aux guichets de CBC cinq chèques pour un montant total de 139.764 USD.

Ces chèques étaient des chèques bancaires payables à l'ordre de Jacques Smits et tirés sur la Discount and Development Bank Limited aux Philippines.

Le compte de Jean-Pierre Flament a été crédité, sous réserve de bonne fin, de la contre-valeur de ces chèques en francs belges, soit d'un montant total de 7.089.778 FB. Sans attendre que la banque lui confirme la bonne fin des chèques,

Jean-Pierre Flament a versé à Jacques Smits la somme de 6.589.778 FB et a retiré le solde à son profit.

Le 6 mai 1982, CBC a écrit à Jean-Pierre Flament qu'elle était dans l'impossibilité de recouvrer les cinq chèques, la Discount and Development Bank Limited n'existant pas. Elle a dès lors opéré la contre-passation de la valeur des chèques.

(...)

6. Le 29 septembre 1989, le tribunal correctionnel de Bruxelles a condamné Jacques Smits pour faux et usage de faux au préjudice des consorts Flament.

7. Par citation du 23 août 1991, CBC a assigné Jean-Pierre Flament, Martine Vandenhaute, Jean Flament et Renée Brenort devant le tribunal de première instance de Bruxelles. Elle demandait au tribunal la condamnation:

– (...)

– de Jean-Pierre Flament et Martine Vandenhaute, solidairement ou *in solidum*, au paiement de la somme de 8.067.742 FB, à majorer des intérêts conventionnels au taux de 18% à partir du 16 février 1983 et des intérêts judiciaires, cette somme étant le résultat de la contre-passation du montant des cinq faux chèques remis par Jacques Smits.

Dans son jugement du 21 février 1994, le tribunal de première instance de Bruxelles a condamné:

– (...)

– Jean-Pierre Flament et Martine Vandenhaute solidairement au paiement de la somme de 7.089.778 FB, à majorer des intérêts conventionnels au taux de 18% à partir du 16 février 1983 et des intérêts judiciaires.

8. Jean-Pierre Flament, Martine Vandenhaute, Jean Flament et Renée Brenort ont interjeté appel de ce jugement par requête du 11 juillet 1994.

Jean Flament est décédé le 27 février 1997, laissant comme héritiers légaux son fils, Jean-Pierre Flament et son épouse, Renée Brenort.

Jean-Pierre Flament est quant à lui décédé le 23 mai 1997, laissant comme héritiers légaux Martine Vandenhaute et leurs quatre enfants, qui ont tous renoncé à la succession.

Renée Brenort a, seule, accepté les deux successions sous bénéfice d'inventaire.

Par exploit du 7 juillet 2003, CBC a donc cité Renée Brenort en reprise d'instance.

9. Martine Vandenhaute et Renée Brenort demandent à présent à la cour:

– de déclarer que le taux d'intérêt applicable aux relations entre parties est le taux légal;

– d'ordonner la surséance à statuer en ce qui concerne les demandes relatives au crédit et au débit du compte à vue, jusqu'à ce qu'un décompte exact et précis en principal et intérêts des sommes dues soit produit par CBC; de déclarer qu'à défaut les appelantes ne sont redevables d'aucune somme vis-à-vis de la banque;

– à titre subsidiaire, de condamner la banque au remboursement des intérêts qu'elle réclame;

– de déclarer non fondée la demande de remboursement des cinq chèques litigieux en raison d'une faute de CBC dont la réparation doit être compensée avec le montant réclamé.

10. Au terme de ses dernières conclusions, CBC actualise sa demande pour tenir compte de la réalisation de certains biens donnés en garantie et de la prescription des intérêts et réclame la condamnation:

– (...)

– de Martine Vandenhaute et Renée Brenort, solidairement, au paiement d'une somme de 175.751,01 EUR (7.089.778 FB) augmentée des intérêts conventionnels au taux de 18% à partir du 23 août 1986, soit 735.172,69 EUR au 1^{er} août 2005, à augmenter des intérêts conventionnels, soit 86,67 EUR par jour et des intérêts judiciaires.

(...)

IV. Discussion

(...)

b) Le débit du compte de Jean-Pierre Flament

18. Cette demande est dirigée uniquement contre Renée Brenort en sa qualité d'héritière de Jean-Pierre Flament.

(...)

L'anatocisme

20. Le compte ouvert par Jean-Pierre Flament est un compte courant puisqu'il a enregistré des remises réciproques et a présenté successivement un découvert en faveur de l'une ou l'autre partie. L'article 1154 du Code civil ne lui est donc pas applicable.

Cette disposition ne serait pas davantage applicable s'il fallait considérer que ce compte bancaire n'est pas un compte courant.

En effet, dans un compte, les intérêts sont automatiquement capitalisés lors de chaque arrêté périodique; au lendemain de la date de cet arrêté, le compte poursuit son cours et le premier article à y inscrire est la somme reportée à nouveau, qui comprend les intérêts de la période précédente et qui produit à son tour des intérêts. Ce procédé ne répond pas aux conditions de l'article 1154 du Code civil suivant lequel la capitalisation des intérêts échus n'est permise que si ceux-ci sont dus pour une année au moins et si chaque capitalisation a fait

l'objet d'une convention expresse. Sa validité doit cependant être admise à condition que les arrêts périodiques aient été envoyés par le banquier au client. Cette solution s'explique par le fait que le compte est une technique propre au droit commercial et soumise à des règles coutumières; la capitalisation des intérêts sort du champ d'application de l'article 1154 du Code civil lorsqu'elle est la conséquence de la matérialisation des opérations réciproques des parties dans un compte en non le but essentiel du contrat. Ainsi comprise, l'inapplicabilité de l'article 1154 doit être étendue à tous les comptes en banque (VAN RYN et HEENEN, T. III, 2^{ème} éd., n° 438; DE PAGE, T. III, n° 153; P. VAN OMMESLAGHE, "Examen de jurisprudence. Les obligations", *R.C.J.B.* 1988, 127; L. SIMONT et A. BRUYNEEL, "Chronique de droit bancaire privé", *Rev. Banq.* 1987, p. 34, n° 10).

La banque a donc pu capitaliser les intérêts dus sur ce compte jusqu'à sa clôture.

(...)

c) Les cinq chèques litigieux

En tant que la demande concerne Renée Brenort en sa qualité d'héritière de Jean-Pierre Flament

23. L'appelante reproche à la banque d'avoir commis une faute en créditant le compte de Jean-Pierre Flament sans avoir vérifié auparavant si la banque tirée existait réellement.

Il ne peut être reproché à une banque d'accepter un chèque d'un pays éloigné tiré sur une banque dont elle ne connaît

pas l'existence, lorsque, comme en l'espèce, ce chèque a toutes les apparences d'un chèque régulier.

Le fait de consentir un crédit sous réserve de bonne fin à la personne qui présente ce chèque atteste clairement que des vérifications doivent encore être faites. Il incombe dès lors au bénéficiaire du crédit, octroyé sous réserve de bonne fin, de tenir compte de ce délai de vérification. Il n'est pas allégué en l'espèce que la banque aurait tardé à effectuer les vérifications nécessaires.

Jean-Pierre Flament, qui exploitait un commerce de services de prêts et financements ne pouvait ignorer le mécanisme du crédit sauf bonne fin. Il n'aurait eu à supporter aucun dommage s'il avait fait preuve de la plus élémentaire prudence et s'était informé, avant de débiter le compte, de la bonne fin des chèques, et ce d'autant plus qu'il avait eu un différend avec Jacques Smits et que l'opération que celui-ci lui demandait d'effectuer avait un caractère particulier.

Par ailleurs, la banque n'a commis aucune violation de la réglementation en matière de contrôle de change. En toute hypothèse, la déclaration qu'imposait alors l'IBLC n'aurait nullement permis de constater que la banque des Philippines n'existait pas.

La banque n'a commis aucune faute en rapport avec l'encaissement de ces chèques et l'usage que Jean-Pierre Flament a fait de leur montant.

(...)

Noot

1. De feiten in het hier geannoteerde arrest lagen relatief eenvoudig. Een cliënt van een bank neemt begin jaren '80 een zakenkantoor van een derde over. Kort daarop ontvangt hij van die persoon een vijftal cheques. De cheques waren aan order van die laatste getrokken op een zekere "Discount and Development Bank Limited", gevestigd in de Filippijnen. De cliënt overhandigt de cheques ter incasso aan zijn bank. De bank crediteert vervolgens de zichtrekening van de cliënt onder voorbehoud van "goede afloop" met de bedragen van de cheques. Zij verschafft de cliënt m.a.w. "rechtstreeks krediet"³.

Zonder de effectieve inning van de cheques door de bank af te wachten, stort de cliënt het grootste deel van de gecrediteerde bedragen vervolgens aan de verkoper van het zakenkantoor door. Een tijdje later meldt de bank hem dat zij de

cheques niet heeft kunnen innen: de Filippijnse bank blijkt immers niet te bestaan.

De bank gaat in toepassing van het gemaakte voorbehoud over tot tegenboeking van de bedragen in de zichtrekening van de cliënt. Dit leidt tot een niet-toegelaten debetstand in die rekening. Een strafprocedure wijst vervolgens uit dat de verkoper aan de oorsprong ligt van de vervalsing, maar deze blijkt intussen insolvent.

Wanneer de bank de cliënt vervolgens aanspreekt tot aanzuivering van de debetstand, weigert die laatste hierop in te gaan. De cliënt is van oordeel dat de bank de cheques nooit ter incasso had mogen aanvaarden, zonder eerst na te gaan of de betrokkene – de Filippijnse bank – wel werkelijk bestond. De rechtbank van eerste aanleg te Brussel volgt hem daarin niet⁴.

³ Over dit mechanisme, zie: P. DE VROEDE, *De cheque*, Kluwer, 1981, 50 e.v., nrs. 124 e.v.; J. VAN RYN en J. HEENEN, *Principes de droit commercial*, T. IV, Brussel, Bruylant, 1988, 548, nr. 683; R. STEENNOT, "Incasso van handelspapier en de algemene bankvoorwaarden", in *Algemene bankvoorwaarden*, Cahiers EVBFR-Belgium, Brussel, Bruylant, 2005, 399 e.v.

⁴ Het vonnis werd eerder in deze kroniek gepubliceerd: Rb. Brussel 21 februari 1994, *T.B.H.* 1995, 1019 noot J.-P. BUYLE en X. THUNIS.

2. Ook in hoger beroep trekt de bank aan het langste eind. In het hier geannoteerde arrest beslist het hof – in overwegingen die haast woordelijk uit het vonnis van de eerste rechter werden overgenomen – dat een bank niet kan verweten worden een cheque ter inning te hebben aanvaard, wanneer deze cheque in een ver verwijderd land werd getrokken op een bank waarvan zij het bestaan niet kent, zo het er alle schijn van heeft dat het om een regelmatige cheque gaat (overweging 23 van het arrest).

Het arrest ligt in de lijn van de gevestigde principes. De bankier die een cheque ter inning aanvaardt, dient het effect slechts vluchtig te verifiëren. Hij stelt zijn aansprakelijkheid slechts op het spel wanneer hij een effect ter incasso aanvaardt dat is aangetast door een “opvallende afwijking” (“*une anomalie évidente*”)⁵.

In die situatie kunnen in beginsel zowel derden (de ware begunstigde van een vervalste of ontvreemde cheque bv.), als de cliënt-opdrachtgever zich tegen de bankier richten⁶.

Spreekt de cliënt de bankier aan, dan is uiteraard eerst na te gaan hoe het incassomandaat van de bankier contractueel werd ingevuld. De meeste (algemene) bankvoorwaarden verklaren op dit soort incassoverrichtingen de Uniforme Regelen voor Incasso’s van de Internationale Kamer van Koophandel (ICC) toepasselijk⁷. Die regels omschrijven het voorwerp van de verbintenissen van de incassobankier op een erg restrictieve wijze: de incassobankier dient slechts na te gaan dat de ontvangen documenten schijnbaar deze zijn die in de incasso-instructie van de cliënt worden opgesomd; hij dient de documenten aan geen enkel ander onderzoek te onderwerpen; hij gaat geen enkele verbintenis ten aanzien van de authenticiteit van de documenten aan⁸. Men begrijpt dat de cliënt de incassobankier slechts zelden zal kunnen aanspreken.

In de hier becommentarieerde zaak waren de Uniforme Regelen kennelijk niet aan de orde⁹, zodat hier louter de gemeenrechtelijke principes speelden. Uit het arrest volgt duidelijk dat de (gemeenrechtelijke) verificatieplicht van de incassobank, niet te ruim mag worden opgevat: de incasso-

bankier dient niet na te gaan of de in den vreemde gevestigde bankier-betrokkene werkelijk bestaat, wanneer het er alle schijn van heeft dat de cheque regelmatig is.

3. In een gelijkaardige, doch niet identieke, zaak veroordeelde een Franse rechtbank een bank wel tot schadevergoeding omdat deze een cheque ter incasso had aanvaard en rechtstreeks krediet had verleend, zonder na te gaan of de betrokkene bank werkelijk bestond^{10,11}. Anders dan in de hier besproken zaak, was de cheque in die zaak (schijnbaar) wel op een *binnenlandse* bank getrokken: de Franse incassobank had daarom zonder al te veel moeite kunnen nagaan of de haar onbekende collega-bankier op de officiële lijst van de erkende kredietinstellingen voorkwam. Ook recentere Franse rechtspraak gaat verder in die richting¹².

4. Een tweede kwestie die in het geannoteerde arrest aan bod kwam, betrof de vraag of de bank gerechtigd was om de debetinteressen in de zichtrekening van de cliënt *maandelijks* bij het kapitaal te voegen om op die manier “*interessen op interessen*” aan te rekenen. Zoals bekend, onderwerpt artikel 1154 van het Burgerlijk Wetboek – dat de openbare orde raakt¹³ – dergelijke kapitalisatie aan strikte voorwaarden: enkel vervallen interessen die minstens voor een *geheel jaar* verschuldigd zijn, kunnen gekapitaliseerd worden mits deze kapitalisatie dan nog is voorzien in een bijzondere overeenkomst of gevorderd werd in een gerechtelijke aanmaning.

In het geannoteerde arrest stelt het Brusselse hof zich op het standpunt dat de zichtrekening van de cliënt een rekening-courant uitmaakt. Het hof beslist vervolgens dat artikel 1154 B.W. op dergelijke rekening-courant geen toepassing vindt (overweging 20).

De beroepsrechters treden aldus de oplossing bij die al door een quasi-unanieme¹⁴ rechtsleer en rechtspraak werd verdedigd: zolang de rekening-courant niet is afgesloten, mogen de daarin geboekte interessen buiten de voorwaarden van artikel 1154 B.W. worden gekapitaliseerd¹⁵. Doorgaans wordt die oplossing – in navolging van een arrest van het

⁵. J. VAN RYN en J. HEENEN, *Principes*, T. IV, 548, nr. 682; C. GAVALDA en J. STOUFFLET, *Instruments de paiement et de crédit (Effets de commerce, chè- que, carte de paiement, transfert de fonds)*, Parijs, Litec, 2003, 94, nrs. 65 en 260, nr. 212.

⁶. C. GAVALDA en J. STOUFFLET, *ibid.*

⁷. Uniform Rules for collections (URC). De laatste versie dateert van juni 1995 (ICC – publicatienummer 522).

⁸. Zie de art. 12, a) en c) en 13 van de URC.

⁹. De meerderheidstelling luidt dat de URC (nog) niet de status van rechtsgebruik hebben bereikt; zie: J.-P. BUYLE en M. DELIERNEUX (noot onder Cour de justice de Genève 11 december 1998), *T.B.H.* 1999, 706.

¹⁰. TGI Seine 18 november 1967, *J.C.P.* 1968, II, 15438, noot C. GAVALDA.

¹¹. De rechtbank oordeelde weliswaar ook dat de bank fouten had begaan door de cliënt laattijdig in te lichten van de niet-inning van de cheque.

¹². Fout van de incassobank n.a.v. de creditering van een cheque getrokken op het zgn. locale agentschap van een bank die in het betrokken “département” echter niet actief was: Paris 27 april 2004, (weergave J.-L. GUYOT, in *Sommaires de Jurisprudence*), *Banque et Droit* 2005/103, 74.

¹³. Volgens sommigen gaat het slechts om een bepaling van dwingend recht: L. SIMONT en A. BRUYNEEL, “Chronique de droit bancaire privé. Les opérations de banque (1979-1986)”, *Bank Fin.* 1987/6, 33, nr. 10.

¹⁴. Er blijven echter belangrijke tegenstanders bestaan, zie: C. PARMENTIER, “L’article 1154 du Code civil et le compte courant bancaire – Une énigme juridique”, *J.L.M.B.* 2000, 27; C. BIQUET-MATHIEU, *Le sort des intérêts dans le droit du crédit*, Éd. Coll. scientifique Fac. Dr. Liège, 1998, 260 e.v.; X. DUJARDIN, “L’application de l’article 1154 du Code civil aux comptes bancaires”, *R.R.D.* 1996, 12-37.

¹⁵. Cass. 27 februari 1930, *Pas.* 1930, I, 129; Luik 23 juni 2003, *T.B.H.* 2005, 142, noot J.-P. BUYLE en M. DELIERNEUX; Brussel 6 september 1999, *T.B.H.* 2000, 703, noot J.-P. BUYLE en M. DELIERNEUX; Bergen 1 december 1994, *J.T.* 1995, 651; Gent 7 april 1992, *T.G.R.* 1992, 93.

Hof van Cassatie van 27 februari 1930 – op de novatoire werking van de opname van een schuldvordering in rekening-courant gesteund¹⁶. Een aantal auteurs zijn daarentegen van oordeel dat de kapitalisatie van interesten in de rekening-courant finaal enkel aan de hand van een rechtsgebruik (*contra legem*) kan worden verantwoord¹⁷.

5. Of ook bankrekeningen die niet als rekening-courant¹⁸ kunnen worden gekwalificeerd (waar de novatoire werking m.a.w. niet speelt), aan de toepassing van artikel 1154 B.W. ontsnappen, is sterk omstreden¹⁹.

Het hof van beroep van Brussel beantwoordt die vraag nu – weliswaar in een *obiter dictum* – bevestigend. Het grijpt daarvoor terug naar de positie die Van Ryn en Heenen in hun *Principes* hebben ingenomen²⁰: de bankrekening is een techniek die eigen is aan het handelsrecht en die onderworpen is aan gewoonterechtelijke regels. De kapitalisatie van interesten valt dan ook buiten het toepassingsgebied van artikel 1154 B.W. wanneer zij het gevolg is van de veruitwendiging van wederzijdse verrichtingen van partijen op een rekening en niet het essentiële doel van het contract vormt.

Deze stelling is onmiskenbaar op de autonomie van het handelsrecht geïnspireerd: de gewoonterechtelijke regels die de kapitalisatie in de bankrekening mogelijk maken en artikel 1154 B.W. zouden een onderscheiden toepassingsgebied hebben, zodat zij niet met elkaar in conflict komen²¹.

6. In navolging van de genoemde auteurs, stelt het hof van beroep wel een aantal beperkingen aan de kapitalisatie van de interesten binnen een bankrekening: *primo* moeten de

periodieke afsluitingsberichten van de rekening aan de cliënt worden toegezonden, *secundo* mag de kapitalisatie nooit het essentiële doel vormen van de (rekening)overeenkomst en *tertio* geldt de kapitalisatie maar tot aan de sluiting van de rekening (impliciet).

Een aantal auteurs hebben terecht aangegeven dat de eerstgenoemde verplichting op een redelijke wijze uitgelegd moet worden: het volstaat dat er periodieke rekeninguittreksels worden opgesteld en aan de cliënt meegedeeld waarin dan opgave wordt gedaan van de vervallen interesten en waaruit dan tevens blijkt dat deze bij het bestaande rekening-saldo worden gevoegd²². Bij nader inzien heeft die verplichting – anders dan het hof lijkt te stellen – helemaal geen uitstaans met de geldigheid van de kapitalisatie (art. 1154 dat de kapitalisatie slechts toelaat mits voorafgaande verwittiging van de debiteur, is hier immers niet van toepassing). De vereiste om de cliënt van de kapitalisatie op de hoogte te brengen vloeit eerder voort uit de verplichting van de bankier om de rekeningovereenkomst te goeder trouw uit te voeren²³.

7. De vraag of alle bankrekeningen aan de toepassing van artikel 1154 B.W. ontsnappen, heeft in het verleden al heel wat pennen beroerd. De kritiek van de tegenstanders²⁴ weegt inderdaad niet licht: het kan niet ontkend worden dat de door Van Ryn en Heenen verdedigde stelling van de autonomie van het handelsrecht in zekere mate gekunsteld overkomt (zeker in de verhouding tot rekeninghouders die geen handelaar zijn²⁵). De alternatieve verantwoording – die zich louter beroept op het rechtsgebruik *contra legem* – blijft dan weer moeilijk in te passen in onze hiërarchie van rechtsnormen²⁶.

¹⁶. De klassieke redenering luidt dat de interest vanaf de inschrijving in de rekening-courant – zoals elke andere schuldvordering – zijn individualiteit verliest en wordt omgezet (“genoveerd”) in een rekeningpost zoals een andere: er kan vanaf dan ook niet langer sprake zijn van het aanrekenen van “interest op interest”. De novatoire werking van de rekening-courant is echter omstreden; zie: J.-M. NELISSEN, *De rekening-courant*, Kluwer, Antwerpen, 1976, 128 e.v., nrs. 61 e.v.

¹⁷. Zie o.a.: J.-M. NELISSEN, *o.c.*, 358; W. VAN GERVEN, *Beginselen van Belgisch privaatrecht. Algemeen deel*, Antwerpen, 1969, 46, nr. 13; K. BYTTEBIER, “Anatocisme”, *T. Vred.* 1995, 102, nr. 12.

¹⁸. Volgens sommigen vormt elke zichtrekening een rekening-courant, zodat de vraag zich niet stelt: Ch.-G. WINANDY, “Les comptes en banque et les intérêts”, in *La banque dans la vie quotidienne*, 1986, 9 e.v. Over dit kwalificatievraagstuk, zie recent: C. ALTER, “Les comptes en banque”, in *Traité pratique de droit commercial*, T. V, Droit bancaire et financier, Kluwer, 2007, 109 e.v.

¹⁹. **Pro:** Bergen 1 december 1994, *J.T.* 1995, 651; H. DE PAGE, *Traité*, T. III, 185, nr. 153; L. SIMONT en A. BRUYNEEL, “Chronique de droit bancaire privé. Les opérations de banque (1979-1986)”, *Bank Fin.* 1987/6, 33, nr. 10; J. VAN RYN en J. HEENEN, *Principes*, T. IV, 1988, 320, nr. 438; P. VAN OMME-SLAGHE, “Examen de jurisprudence. Les obligations (1974 à 1982)”, *R.C.J.B.* 1988, 127; J.-M. NELISSEN, *De rekening-courant*, Kluwer, Antwerpen, 1976, 358; **contra:** 1) in de rechtspraak: *Vred. Verviers* 27 juni 1997, *J.L.M.B.* 1998, 431; *Rb. Luik* 19 mei 1993, *R.R.D.* 1996, 63 e.v.; *Rb. Luik* 7 december 1983, *T.B.H.* 1986, 636; 2) in de rechtsleer: C. ALTER, “L’anatocisme”, *J.T.* 2007, 462, nr. 12; C. BIQUET-MATHIEU, *Le sort des intérêts dans le droit du crédit*, Éd. Coll. scientifique Fac. Dr. Liège, 1998, 260 e.v.; X. DUJARDIN, “L’application de l’article 1154 du Code civil aux comptes bancaires”, *R.R.D.* 1996, 12-37; A. VAN OEVELEN, “Actuele jurisprudentiële en legislatieve ontwikkelingen inzake de sancties bij niet-nakoming van contractuele verbintenissen”, *R.W.* 1994-95, 835, nr. 41; C. PARMENTIER, “Anatocisme, compte courant et compte en banque”, *J.L.M.B.* 1989, 408; 3) in Frankrijk: Cass. fr. 4 december 1990, *Rev. Banq.* 1991, 428.

J. VAN RYN en J. HEENEN, *Principes*, T. IV, 1988, 320, nr. 438.

²⁰. Zie m.n.: A. WILLEMS en J.-P. BUYLE, “Les usages en droit bancaire”, *DAOR* 1990, nr. 17, 86.

²¹. C. ALTER, “L’anatocisme”, *l.c.*, 462, nr. 12 (m.b.t. de rekening-courant); J.-P. BUYLE, “La fluctuation du loyer de l’argent”, in *Droit bancaire et financier au Grand-Duché de Luxembourg*, Association Luxembourgeoise des Juristes de Banque, 1994, T. II, 842, nr. 13. Over de uiteenlopende interpretaties waartoe het eerder vage begrip “arrêt de compte”, aanleiding zou kunnen geven, zie: C. BIQUET-MATHIEU, *o.c.*, 252-257, nr. 141.

²². C. ALTER, “L’anatocisme”, *l.c.*, 461, nr. 11 (m.b.t. de rekening-courant); J.-P. BUYLE, *o.c.*, 842, vn. 82.

²³. Zie m.n.: C. BIQUET-MATHIEU, *o.c.*, 242-279.

²⁴. Volgens BYTTEBIER gaat het echter om “afwijkend handelsrecht op grond van de aard van het erdoor gereguleerde voorwerp, veeleer dan op grond van de identiteit van de erbij betrokken personen”; K. BYTTEBIER, *l.c.*, 102, nr. 12.

²⁵. Moeilijk, doch wellicht niet onmogelijk: sommigen achten een gewoonte die tegen een wet van dwingend recht ingaat, immers mogelijk. Zie: W. VAN GERVEN, *o.c.*, 46, nr. 13 (enkel m.b.t. de rekening-courant); J.-M. NELISSEN, *o.c.*, 358, vn. 23.

Met Van Gerven kan echter gesteld worden dat men niet blind mag zijn voor de werkelijkheid. De kapitalisatie van interesten in een zichtrekening is in de bankpraktijk immers al decennia ingeburgerd en het grote publiek is met dit fenomeen wel degelijk vertrouwd. De boekhoudkundige verwerking van interesten binnen de bank verloopt niet anders naargelang het om een rekening-courant of een andere rekening gaat. De in het arrest gekozen oplossing biedt alvast het voordeel dat alle bankrekeningen nu ook juridisch op

dezelfde leest worden geschoeid. Ook op maatschappelijk vlak lijkt ons die oplossing geheel verantwoord: zoals reeds werd geschreven, is het niet acceptabel dat het geld dat de bankier ter beschikking stelt gedurende een dergelijk lange termijn als artikel 1154 B.W. voorschrijft, geen opbrengsten zou voortbrengen²⁷.

Oliver Stevens
Advocaat

²⁷ K. BYTTEBIER, *l.c.*, 100, nr. 9, met verwijzing naar: F. LAURENT, *Principes de droit civil*, Brussel, Bruylant, 1878, T. XVI, 409-410, nr. 348.